

Réinventer l'écologie en commun

Le parti écologiste est rassemblé pour redonner des couleurs au paysage politique et de l'espoir à nos concitoyenNes. Le dérèglement climatique, l'emprise sur la nature, la pollution, la croissance exorbitante des inégalités, le chômage chronique et tous les risques liés au mode de développement productiviste appellent des réponses urgentes qui placent EELV au coeur d'une offre politique renouvelée. Conscients de ces enjeux, nous pensons qu'EELV doit contribuer à construire un projet de société nouvelle qui suscite espoir en France comme en Europe. Partout la société invente déjà demain, propose des solutions qui préservent l'environnement, crée des formes de partage plus équitables, prend soin des biens communs et s'impatiente de voir les politiques si frileux à accompagner ces changements, les anticiper et les porter dans les politiques publiques.

Partout naissent et se développent des mouvements sociaux alternatifs qui tous témoignent d'une volonté profonde de rénovation de notre fonctionnement politique, de notre démocratie. Nous devons incarner et accompagner ces aspirations au renouveau.

Pour répondre à ces attentes, nous n'avons d'autre choix que le sursaut. Nous, écologistes, devons être à la hauteur de ses attentes, rassembler et construire l'offre politique attrayante et ambitieuse à vocation majoritaire qui porte ces valeurs. Le projet de l'écologie doit émerger de façon durable et indépendante dans le paysage politique. Il nous revient de réinventer les formes d'EELV pour mettre notre mouvement au service du plus grand nombre, en l'adaptant aux pratiques citoyennes, aux nouveaux outils et à l'accélération de la volonté d'action en faveur des urgences climatiques, énergétiques et environnementales. Les écologistes partagent la volonté de se mettre au service de toutes et tous pour porter au quotidien et concrètement ces ambitions le long d'un mandat innovant.

Nous faisons le choix de constituer la force motrice porteuse de transformation afin de réinventer l'action politique et mobiliser l'intelligence collective.

Notre projet

EELV doit offrir aux aspirations des citoyens comme aux mouvements auto-organisés un débouché politique ambitieux tandis que le rejet de la politique frappe l'écologie de plein fouet.

Nous sortons d'un cycle très contrasté avec une image altérée. La question de l'exercice du pouvoir a divisé le mouvement et nos hésitations ont été vécues comme des louvoiements des signes de fermeture. Nous devons rompre avec cette manière de faire pour mettre en avant notre ambition écologiste.

Nous avons besoin d'un nouveau récit, celui d'une écologie d'émancipation, et devenir les porte-voix d'une radicalité positive : celle d'un XXI^e siècle des communs. Nous avons besoin de retrouver les valeurs de gauche abandonnées par le gouvernement socialiste et l'ambition d'une transformation écologique comme fondement de la recomposition politique.

Afin de construire cette écologie singulière et qui gagne la bataille de la majorité culturelle, nous devons nous tourner vers la société, l'ensemble de ses actrices et acteurs, et nous

confronter humblement à leur expérience, soutenir leurs actions et participer avec eux à la construction d'un autre monde.

Notre priorité doit donc aller à la construction de ce nouveau pôle alternatif susceptible de gagner la bataille culturelle autour de nos idées.

Nous devons remettre au cœur de notre mouvement le travail commun, co-élaboré et prospectif autour de notre projet, en nous appuyant sur les nombreux outils à notre disposition, dont la Fondation pour l'écologie politique et le Comité programmatique. De grands chantiers pourront être menés afin de tracer, dans une vision de long-terme, les perspectives pérennes de la transition écologique. Nous devons retrouver notre capacité d'anticipation et d'innovation, ainsi que se mettre en condition d'impulser des débats politiques de fond dans la société française.

Ce projet pourrait reposer sur 4 piliers :

- la transition écologique actant la finitude de la planète et les risques pour nos vies de notre mode de production
- l'espérance sociale d'une société du bien-vivre (revenu de base, réduction du temps de travail, nouveaux emplois, démocratie en entreprise)
- la refondation démocratique, autour de la redistribution des pouvoirs (du président au parlement avec la proportionnelle, de l'État vers les territoires, des multinationales et des banques aux citoyen-ne-s) pour redonner prise aux citoyen-ne-s sur le politique
- le projet européen, sans statu quo ni repli, d'un modèle de société ouvert, protecteur et démocratique sortant des égoïsmes nationaux et des logiques ordo-libérales.

L'image d'une Europe garante de la liberté et des droits s'estompe face au repli nationaliste et aux intérêts particuliers et économiques. Après la crise grecque et la menace du Brexit, la fermeture des frontières renforce le risque d'implosion du projet européen. Nous voulons transformer l'Europe en travaillant avec les autres mouvements politiques et citoyens européens. Nous souhaitons que des élections européennes de 2019 naissent une constituante et la tenue d'une conférence européenne sur les dettes. Pour faire vivre une alternative européenne, une convention sur le futur de l'Europe sera organisée au début de 2017.

Nous devons développer EELV par étape dans tous les territoires sans oublier les plus relégués, que ce soit dans nos quartiers populaires ou nos campagnes, construire un mouvement d'écologie populaire en ciblant nos objectifs, en les reliant à la diversité sociale et aux mouvements citoyens que nous pouvons relayer et sur lesquels nous pouvons nous appuyer (territoires en transition, mouvements de rejet des grands projets inutiles, de protection de la nature et des animaux, revendications égalitaires, lutte des femmes, etc.). Les questions de justice environnementale permettent de faire la jonction entre les défenseurs du cadre de vie et ceux des droits sociaux et civiques.

Un plan d'action électoral

Cela signifie :

Toute décision électorale sera prise après validation par les adhérentEs

Pour la présidentielle, nous souhaitons soutenir après cette validation un projet écologiste clairement défini porté par une candidature émanant d'EELV ou de la société civile.

Pour les législatives et les sénatoriales, nous visons partout des candidatures écologistes, à travers une stratégie claire, validée par les adhérents, excluant tout accord même technique

avec l'appareil du PS et souhaitons soutenir les candidatEs EELV et d'éventuels candidatEs issus de la société civile sur la base d'un projet et d'une charte partagée.

L'échelon local doit être notre point d'appui, celui où nous connaissons déjà des succès. A l'échéance 2020 et a fortiori 2026, nous devons nous mettre en mesure d'emporter plusieurs moyennes et grandes villes ainsi que des collectivités en ciblant les territoires où le projet écologiste a déjà le vent en poupe ou pourrait s'appuyer sur des initiatives citoyennes. A partir des réussites de nos éluEs locauxALES, nous pouvons démultiplier le nombre de territoires écologistes et convaincre que nous sommes prêts à assumer des responsabilités. C'est dès maintenant qu'il nous faut identifier nos objectifs pour les municipales de 2020 et tenter d'y bâtir des assises politiques et citoyennes victorieuses. Un plan d'action devra être présenté aux adhérents et coopérateurs pour mise en œuvre dès mi 2017 ; il s'agira notamment d'intégrer le bilan des initiatives de rénovation démocratique portées par Nuit debout sur les différents territoires.

Pour notre parti

Nous pensons qu'il nous faut établir un plan d'urgence pour la réinvention de la démocratie interne, respectant pleinement l'esprit fédéraliste qui est le nôtre.

Rétablir la confiance, c'est d'abord rénover la démocratie et ouvrir les espaces de débat et de prise de décision. C'est lancer le grand chantier de la transparence et de la co-élaboration. C'est faire vivre la collégialité et sortir des décisions de couloir.

La gouvernance du BE devra immédiatement prendre en compte la collégialité dans son fonctionnement : toutes les décisions jusque là dévolues au Secrétaire National seul sont désormais prises collégalement avec le SNA concerné. Une charte suivra sur la gouvernance du BE.

Pour dynamiser ce processus de rénovation, une Commission spéciale pour la Réinvention sera chargée de mener un travail d'auditions de chercheurs et d'innovateurs politiques en France et à l'étranger en association avec les adhérent-e-s. Ses préconisations seront débattues et présentées dans un rapport soumis à référendum exécutoire avant la fin de l'année 2016. Un débat interne devra définir les modalités du référendum.

Les thématiques abordées par la Commission de la réinvention pour un parti écologiste du 21^e siècle seront diverses et notamment :

- La gouvernance au sein du Bureau exécutif, intégrant notamment l'étude de l'opportunité d'une réforme de son organisation interne, de la mise en place d'un co-secrétariat, de la refonte du porte-parolat, etc. ;
- Un parti qui retrouve l'esprit de la coopérative, interroge le fait de faire de ses locaux la maison des expérimentateurs sociaux et culturels, des remus-ménages, des interpellations citoyennes.
- La prise de décision : toutes les décisions stratégiques seront soumises aux adhérentEs, dans leur élaboration comme dans leur validation.

Nous devons également, dans les six mois :

- **Pratiquer le « hacking » démocratique, en impliquant et en donnant le pouvoir aux militant-es et sympathisant-es.** Les adhérent-e-s valident les grandes orientations stratégiques du mouvement. Les sympathisants engagé-e-s doivent participer à l'élaboration du projet et de la stratégie. Ils-elles acquièrent ainsi un « droit de suite » sur la prise de décision stratégique, d'interpellation des élus et du parti. Nos alliances doivent être débattues et validées : en cas de proposition de coalition, les adhérent-e-s et sympathisants engagé-e-s décideront l'ouverture des négociations, ses objectifs clés et leur issue.
- **Créer un espace virtuel** pour décloisonner les débats et instaurer des prises de décision participatives. Il permettra d'identifier et relier les compétences des adhérents et coopérateurs, en rendant possible la co-élaboration des lois, des amendements et des projets ainsi que l'interpellation des représentants. Les outils à notre disposition permettront d'organiser des votes électroniques, adossés à des espaces de débat lisibles et inclusifs. Ils permettront au Conseil Fédéral, aux adhérents et sympathisants de s'exprimer en temps voulu sur les sujets clés.
- Construire la confiance, c'est aussi **innover sur l'origine et l'utilisation de nos finances en toute transparence.** Le financement citoyen et participatif, sur la base de dons à l'appui de projets ou campagnes, à l'image de la campagne de phoning NDDL, sera expérimenté. Cela permettra notamment de tester la capacité de lancer des projets locaux, déconnectés des décisions nationales.
- **Construire une véritable Académie verte**, basée sur des parcours de formation, s'appuyant sur les savoir-faire des militantEs et l'autoformation. Des supports utilisables par les Régions seront notamment créés.
- **Libérer les énergies**, en généralisant l'expérimentation notamment par les Régions.

L'urgence démocratique

Consolidons le poids politique des régions, réinstallons le fédéralisme au cœur de notre fonctionnement, respectons la subsidiarité des décisions locales et régionales.

Renforçons le rôle du Conseil Fédéral : lutter contre l'absentéisme, associer les déléguéEs aux travaux des commissions, renforcer les liens entre le CF, le bureau du CF, le BE et les parlementaires, notamment en matière de décisions stratégiques, et multiplier les consultations numériques.

Respectons un strict non-cumul des mandats internes et externes, y compris dans le temps, tant au niveau national que régional

Nous avons une volonté : construire une écologie utopiste et réaliste. Nous proposons une méthode : la réinvention comme priorité et le « hacking » comme pratique de transformation de notre mouvement.

Si nous osons retrouver l'insolence, être nous-mêmes, porter haut le drapeau vert de l'espoir, l'écologie politique peut jouer son rôle historique : impulser l'émergence de nouveaux rapports entre les humains et avec la nature pour sauvegarder la possibilité même de la vie.